



La « stratégie du choc » consiste à frapper l'adversaire très vite et très fort pour désorganiser sa défense, tout en intoxiquant l'opinion publique à coup de mensonges. Depuis plus d'un an, *L a Gauche*

affirme que le gouvernement Di Rupo mène une stratégie du choc à la belge. Le budget 2013 concocté par cette coalition de malheur montre que nous avons raison.

Côté mensonges, on est servis : « on ne touche pas à l'index », « ce n'est pas l'austérité, seulement la rigueur », « les efforts son équitablement répartis » et « le gouvernement prend des mesures pour la relance ». En réalité, l'index est manipulé par le biais d'une modification de la composition du « panier de la ménagère », les salaires sont bloqués pour deux ans au moins, le non-remplacement des agents de l'Etat partant à la retraite supprimera 4 000 emplois, et 710 millions d'économies sont imposés dans la sécurité sociale. Par contre, le patronat reçoit en cadeau une nouvelle baisse de ses cotisations à l'ONSS (les « charges », comme on dit, alors qu'il s'agit de notre salaire solidarisé), les soi-disant mesures contre le capital financier sont cosmétiques et la prétendue relance est bâtie sur les dogmes néolibéraux de la compétitivité par la réduction des « charges » ainsi que l'intensification de l'exploitation du travail.

Les mesures concernant la fiscalité du capital sont particulièrement choquantes. Alors que les grandes entreprises ne paient pas d'impôt, alors que la déduction des intérêts notionnels coûte annuellement plus de 4 milliards à la collectivité, l'austéritaire Di Rupo ne trouve que 256 millions à y récupérer ! Alors que la fraude fiscale représente 20 milliards par an, « l'intensification de la lutte » contre ce fléau ne rapportera que 217 millions et les gros fraudeurs sont amnistiés ! Les ministres PS se vantent de l'augmentation du précompte mobilier à 25% : ils « oublient » que le caractère libérateur du précompte est rétabli, de sorte qu'est annulée une des mesures dont ils vantaient le côté progressiste, dans le cadre du budget 2012 ! La presse financière se frotte les mains en observant que cela éloigne le risque d'un cadastre des fortunes... Quant à la taxe de 0,4% sur les plus-values boursières, cette même presse ne cache pas qu'il s'agit d'une mesure symbolique, qui vise uniquement à donner une illusion de justice.

Illusion : voilà le maître mot de ce gouvernement et de son premier ministre. Seul un illusionniste peut parler de « budget juste » quand le blocage des salaires et le tripotage de

## Budget 2013: austéritaie Di Rupo

Écrit par Céline Caudron

Samedi, 24 Novembre 2012 11:47 - Mis à jour Samedi, 24 Novembre 2012 11:54

---

l'index signifient une nouvelle réduction planifiée de la part des salaires dans la richesse nationale, au profit des actionnaires. Mais il ne s'agit pas que du premier ministre : ses acolytes sont du même bois. Intervenant à la Chambre, le chef du groupe PS a félicité Di Rupo pour ce budget « qui respecte rigueur et pouvoir d'achat, permet relance et maintien de nos acquis sociaux, évite de sanctionner la population et recherche plus de justice fiscale ». En réalité, ce gouvernement fait semblant de chercher la justice fiscale pour ne pas la trouver. Quant à la « relance », parlons-en ! L'astuce du faussaire Di Rupo consiste à baptiser « relance » ce que ses prédécesseurs appelaient « augmentation de la compétitivité ». Les recettes sont les mêmes : flexibilité, précarité, annualisation du temps de travail, chasse aux chômeurs et chômeuses, durcissement autoritaire de la « norme salariale », suppression de la liberté de négociation collective, etc., etc.

Nous ne cessons de le répéter depuis un an : derrière les mensonges des illusionnistes, ce gouvernement a déclaré la guerre au monde du travail. Face à cela, si les organisations syndicales maintiennent leur ligne du moindre mal, elles se condamnent à devenir des courroies de transmission de la politique capitaliste. Certains chefs syndicaux, apparemment, ont opté pour cette voie, au point de devenir à leur tour des illusionnistes. Les autres n'ont plus qu'une possibilité : s'appuyer sur la mobilisation démocratique des affiliés pour articuler la résistance sociale et la construction d'un nouveau parti du monde du travail, capable de mettre en perspective un autre gouvernement pour une autre politique dans une autre Europe. Anticapitaliste.